

Tartagueule

à la récré



N° 163 November 2024 - Bulletin de la CNT Éducation Rhône et Ain avec le soutien de la CNT-PTT

FACE À L'AUSTERITÉ ET L'OFFENSIVE LIBÉRALE, EN GRÈVE ET DANS LA RUE!

Les récentes annonces du gouvernement à l'occasion de la présentation du budget ont de quoi inquiéter le monde du travail et particulièrement la Fonction publique dont le service public d'éducation.

Pour l'ensemble de la Fonction publique, c'est une politique d'austérité en lien avec une tendance mondiale, qui est clairement annoncée et dont les travailleuses et travailleurs vont clairement en faire les frais. Suppression de postes, gel du point d'indice, attaque sur la protection sociale sont autant de mesures qui vont dégrader les conditions de vie et de travail des agents de la Fonction publique. La plus significative et la plus violente est certainement l'atteinte en matière de protection sociale visant à faire passer les jours de carence en cas d'arrêt maladie de un à trois ainsi qu'à plafonner la prise en charge de l'arrêt à 90 % du salaire (à partir donc du 4ème jour) au lieu de 100 %. Très concrètement cela signifie par exemple que cela coûterait en moyenne 300 euros de sa poche à un agent malade d'une bonne grippe et devant s'arrêter une semaine pour se rétablir. Autant dire que de nombreux-ses collègues hésiteront dans ces conditions à s'arrêter et se soigner correctement et viendront quand même travailler au détriment de leur santé et celle des autres. Si cette mesure est entérinée c'est le début de la fin du système de santé intégral et de la protection sociale telle que pensée par la Résistance et inscrite pourtant dans la constitution.

L'école du tri c'est toujours NON !

En termes d'offensive contre les services publics, l'Éducation nationale n'est pas en reste. 4 000 suppressions de poste sont annoncées, essentiellement dans le 1er degré alors que l'on connaît la dégradation des conditions et la surcharge de travail dans les écoles quoi qu'en dise l'affreux et abject petit Nicolas... Dans le second degré, l'annonce de la mise en place de l'acte II du « Choc des savoirs » a de quoi indigner l'ensemble de la communauté éducative. Une mise en place au rabais, austérité budgétaire oblige, mais qui maintient le dispositif des groupes de niveaux en 6ème et 5ème au collège tout en les généralisant, sous une forme limitée à une heure par semaine, en 4ème et 3ème. Comme si tout au long de l'année scolaire passée, les enseignant-e-s mais aussi les parents d'élèves n'avaient pas assez clamé leur opposition à ce projet inégalitaire qui renforce la reproduction sociale et la sélection scolaire. Encore une fois, l'école du tri c'est toujours Non !

De plus, nous ne rappellerons jamais assez que la qualité du service public reflète une certaine répartition des richesses dans une société que ce soit en matière d'Éducation, de Santé, de transport ou encore de Culture en garantissant l'accès à toutes et tous sur la

base de l'égalité. Dégrader les conditions d'exercice des travailleuses et des travailleurs des services publics c'est dégrader la qualité des services publics en tant que tels et donc accroître les inégalités et précariser un peu plus des pans entiers de la société.

Une offensive libérale généralisée

Ces attaques contre les services publics s'inscrivent dans un contexte général d'offensive libérale contre le monde du travail. Dans le secteur privé, la question des suppressions d'emplois pourrait devenir centrale dans les semaines et mois qui viennent en pouvant atteindre près de 150 000 licenciements. L'emploi et les licenciements reviennent sur le devant de la scène et de nombreuses grèves sont prévues. Le temps suspendu dans lequel le pays était plongé suite à la dissolution, les élections législatives, l'absence prolongée de nomination d'un gouvernement, les Jeux olympiques et les incertitudes politiques semble prendre fin. Le centre de gravité de la vie politique et sociale est en train de basculer des bancs de l'Assemblée nationale vers la rue et c'est tant mieux car nous savons que c'est par l'action sociale et collective, l'action syndicale, les grèves, manifestations et blocages que nous pourrons changer les choses et inverser les logiques de démolition sociale en cours. A la multiplication des grèves en série qui sont appelées, dans le privé chez Michelin ou la grande distribution, par les cheminots, dans l'action sociale, chez les soignant-e-s ou encore dans le secteur de la petite enfance, la Fonction publique dans son ensemble est appelée à s'y joindre et **faire grève et manifester le jeudi 5 décembre prochain, mais aussi partout où cela sera possible ensuite, notamment les 11, 12 et 13 décembre en même temps que les cheminots !** A nous d'être nombreux-ses et déterminé-e-s et faire que toutes ces mobilisations convergent dans un mouvement social d'ensemble pour dire stop à la démolition sociale, imposer d'autres choix et construire un autre futur. **Que l'automne et l'hiver soient chauds !**

**Grève et manifestation
dans la Fonction publique
Jeudi 5 décembre 2024
Manifestation à 11H,
place Jean Macé, Lyon 7ème !**

RÉPRESSION SYNDICALE: LE CAS DES MIMARDS

Vendredi 15 novembre a eu lieu un rassemblement devant le Rectorat de Lyon en soutien à deux représentants syndicaux. Ce qu'on leur reproche ? Avoir mis au vote une décision à laquelle le chef du Lycée Professionnel Mimard de St Etienne s'opposait au point d'en effacer la trace dans le Procès-Verbal de séance du Conseil d'Administration. Je vous encourage à trouver plus de détails sur la pétition (change.org), mais, même en prenant le rôle d'avocat du diable, la situation ne laisse pas l'ombre d'un doute. Pour Patrice et Sylvain, les 2 élus au CA, au CSASD, au F3SCT et au comité médical, soutenus par les collègues, les parents élus, et les syndicats, il est hors de question de céder aux menaces.

Une vague d'attaques partout en France et dans tous les secteurs.

D'après certains, la direction serait ici le dernier maillon d'une hiérarchie qui avait déjà les syndicalistes dans le viseur. Difficile à établir, certes, mais crédible quand on constate que Patrice Chapat a déjà un passé de syndicaliste indomptable dans la métallerie avant de devenir professeur de LP. Ses camarades métallos sont avec nous devant le Rectorat, ainsi que des cheminot-es, des hospitalier-es, des chômeurs, et j'en oublie. Toutes ces personnes sont venues d'une demi-douzaine de départements pour témoigner que le même genre d'attaques a lieu partout en France.

La répression syndicale nous touche tou-te-s

Nous sommes nombreu-ses à constater un défaut de démocratie en CA. Le pouvoir donné aux chef-fes d'établissements de déterminer arbitrairement l'ordre du jour et ce qui sera ou non voté est pour le moins problématique. Derrière les discours lénifiants, quand un véritable rapport de force se fait jour, il est toujours pratique de pouvoir dégainer son petit 49.3 local. Mais dans le cas des élus syndicaux de Mimard, l'administration défonce toutes les barrières avec une absence de scrupules ahurissante : non seulement elle entérine la possibilité de filtrer ce qui s'est dit en CA quand ça n'entre pas dans l'agenda de la direction ; mais faute de pouvoir monter un dossier contre des enseignants exemplaires, elle les attaque en tant que ce sont des élus syndicaux.

Et après ?

Le résultat de la commission disciplinaire est pour l'instant confidentiel et sera connu dans les prochains mois et ne dépend pas de nous. Mais alors que l'extrême-droite est dans l'antichambre du pouvoir, il est possible et urgent de secouer un sentiment d'impuissance qui fait le lit des idées autoritaires, de relever la tête sur nos lieux de travail, et de faire vivre la démocratie par la convivialité, l'échange et la discussion.

LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES NE SONT PAS UNE FATALITÉ !

Ce 25 novembre est la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes et aux minorités de genre. L'occasion pour la CNT Éducation de s'associer à un communiqué commun avec d'autres syndicats pour dénoncer, une fois de plus, les violence sexiste et sexuelle faites aux femmes sur nos lieux de travail ou ailleurs. Le problème est massif et touche les femmes de toutes professions, du secteur privé comme public et de toutes catégories socioprofessionnelles. 30 % des salariées ont déjà été harcelées ou agressées sexuellement sur leur lieu de travail.

Alors que les inégalités liées au genre vont toujours bon train dans le champ professionnel comme dans l'ensemble de la vie quotidienne ; alors que nombre de situations de violences sexistes et sexuelles sont mises au jour dans des silences parfois assourdissants et sans que ne soient déployées les mesures de prévention ad hoc ; alors que le genre a des conséquences majeures sur les conditions de vie (précarité et

pauvreté plus importante pour les femmes et minorités de genre) et alors que dans le même temps le travail gratuit, réalisé en majorité par les femmes, n'est ni reconnu ni rémunéré ; alors que les femmes et minorités de genre subissent au quotidien diverses formes d'oppression et de discrimination ; alors que nombre de femmes et minorités de genre vivent aussi d'autres formes d'oppression que celles liées au genre (racisme, validisme, homophobie, grossophobie, etc.) ; alors que les droits des femmes sont, au niveau mondial, attaqués de toutes parts... faisons de ce 25 novembre un temps fort pour agir et se battre tout au long de l'année contre les violences sexistes et sexuelles et contre la domination masculine et le patriarcat qui les génèrent.

Nous ne pouvons qu'apporter notre solidarité aux femmes du monde entier, qui se battent au quotidien pour faire valoir leurs droits fondamentaux.

JAMAIS SANS TOIT... BIEN LOIN DES PROMESSES

Jamais Sans Toit a fêté ses 10 ans le 20 novembre. Malgré les occupations d'écoles (202 dans 87 établissements), de collèges et de lycées depuis ces 10 ans et leur médiatisation, il n'y a jamais eu autant d'enfants à la rue (333). Actuellement, c'est 18 écoles qui sont occupées afin de mettre à l'abri plus de 80 enfants. Et encore, il en reste beaucoup plus à la rue.

La métropole a complètement abandonné sa mission de service public de logement d'urgence. En effet, les autorités publiques semblent se satisfaire de cette délégation de la gestion du logement d'urgence à des collectifs dans les écoles (comme la préfecture le fait en redirigeant les migrants vers des squats qu'elle expulse). Mais cette délégation à des collectifs militants n'est pas tenable, ce qui engendre une

fatigue de plus en plus importante des équipes militantes investies. Pour autant, grâce aux formations syndicales, son modèle s'est exporté dans de nombreuses villes (Bordeaux, Paris, Toulouse...) et permet de mettre des enfants à l'abri tout en faisant pression sur les autorités publiques. Dans ce contexte, l'expulsion (sans solution de relogement) par la préfète du campement place Carnot afin de faire place nette avant l'installation du village de Noël est d'autant plus inadmissible et cela alors qu'une école est vide juste à côté, mais le maire de Lyon ne fait rien. Mais cela fait également suite à des vagues d'expulsions de squats (dont certains dédiés aux mineurs) avant la trêve hivernale. Nous sommes loin des promesses de pas une personne à la rue en 2017 par Macron.



« Tartagueule à la récré », comme l'ensemble des publications de la CNT, est rédigé et maqueté par des militant-e-s après leur journée de travail. Notre syndicat, refusant toute bureaucratisation, fonctionne sans permanent-e-s et sur la base de la rotation des tâches, afin que chacun-e s'implique concrètement dans la vie du syndicat.

Pour rester en contact avec la CNT, recevoir des Tartagueule ou adhérer, envoyez-nous un mail à educ69@cnt-f.org

